

SESSION 2003

ÉCONOMIE

Éléments indicatifs de corrigé

*Ce dossier présente des éléments de corrigé à l'attention des correcteurs.
Plusieurs questions appellent des réponses rédigées de la part des candidats.*

*Seules les idées clés sont proposées, de manière schématique,
pour permettre une approche ouverte des réponses des candidats.*

Ce document ne constitue donc pas un modèle.

I - COMMENTAIRE DE TEXTE

L'Europe constitue aujourd'hui l'exemple le plus achevé d'intégration régionale. Le traité de Rome en 1957, l'Acte unique européen en 1986 puis le traité de Maastricht en 1992 poursuivent à chaque fois l'objectif de faire prévaloir l'intérêt collectif des Européens sur les intérêts particuliers de chaque nation.

Il en résulte des avantages certains, la paix est assurée, les conditions du dynamisme économique sont mises en place et l'Union européenne joue un rôle non négligeable dans les relations économiques et commerciales internationales.

Après la chute du mur de Berlin en 1989, de nombreux pays de l'Est ont fait connaître leur volonté d'adhérer à l'Union européenne et se sont alors engagés dans une longue phase de transition devant les amener à rendre leurs économies susceptibles d'affronter la concurrence liée à l'économie de marché et au libre échange.

Problématique.

Comment la convergence des pays d'Europe centrale et orientale peut-elle s'effectuer et permettre de préserver l'intérêt de tous ?

Plan.

Enjeux et risques pour les Peco.

Enjeux et risques pour les membres actuels de l'Union Européenne.

1 – Enjeux de l'adhésion et risques pour les Peco.

A) Enjeux de l'adhésion

1) Le libre échange.

Rattraper le niveau de vie des pays de l'UE grâce au renforcement des échanges, le libre échange devant permettre la spécialisation industrielle et la division du travail. Selon la théorie de **l'avantage comparatif de Ricardo**, chaque pays va se spécialiser dans les productions dans lesquelles il détient des avantages relativement aux autres permettant les effets d'expérience et les économies d'échelle, favorisant ainsi la compétitivité des entreprises et la croissance économique.

2) La monnaie unique.

Bénéficier de l'euro, monnaie stable, et réduire les coûts liés aux opérations de change dans le cadre des relations avec les membres de l'Union Européenne. A noter que les échanges sont essentiellement intra-zone. La monnaie unique favorise également la baisse des taux d'intérêt favorable à la consommation et à l'investissement.

3) Bénéficiaire de capitaux privés et de fonds publics.

- attirer les capitaux étrangers pour financer les investissements des entreprises et assurer ainsi leur croissance. La Hongrie a su bénéficier d'IDE pour financer une spécialisation dans le matériel électrique ;
- bénéficier d'aides dans le domaine agricole afin d'assurer sa modernisation et de fonds structurels pour favoriser le développement des régions connaissant un retard.

4) *Rendre le climat favorable à l'essor économique et aux réformes sociales.*

- l'entrée dans l'UE est un moyen de stabilisation des anticipations des agents économiques, facilitant ainsi la prise de décisions des entreprises notamment en terme d'investissement ;
- favoriser un consensus social favorable à la mise en place de réformes nécessaires pour soutenir la croissance.

B) Risques

1) *L'aggravation du déficit courant.*

Les entreprises doivent adapter très vite leurs produits à la demande européenne en terme de qualité et de prix. Pour le moment, la libéralisation des échanges a conduit à des déficits courants ce qui tend à montrer que les Peco vivent au-dessus de leurs moyens. Les entreprises doivent donc réaliser des investissements matériels et immatériels pour gagner en compétitivité.

2) *Des disparités sectorielles et régionales fortes.*

Nécessitant l'intervention de l'Etat, les disparités régionales ne peuvent s'atténuer que par des investissements publics. Il faut favoriser les externalités positives, les entreprises bénéficiant des IDE créent de la richesse qui doit permettre aux autres entreprises de se moderniser.

3) *Un chômage élevé.*

Le chômage y est deux fois plus élevé en moyenne que dans les pays actuels de l'Union Européenne et s'accroît depuis le début de la période de transition en raison des restructurations d'entreprises, de la substitution du capital au travail dans certains secteurs. De plus, il touche essentiellement les jeunes.

4) *Inégalités croissantes.*

Risque de voir apparaître un dualisme du marché du travail (voir théories de la segmentation du marché du travail) avec des salariés bénéficiant de contrats de travail à durée indéterminée dans des entreprises bénéficiant d'investissements directs étrangers et en pleine croissance et des travailleurs occupant des emplois temporaires.

5) *La dépendance d'un certain nombre d'entreprises.*

De nombreuses entreprises sous-traitent déjà des activités bénéficiant d'une main d'œuvre formée à moindre coût, assurant leur flexibilité.

S'il est légitime que les Peco aient cherché à adhérer à l'UE, force est de constater que les négociations se sont conclues sans grand enthousiasme. Les membres actuels peuvent bénéficier de cet élargissement mais les coûts pour faciliter la convergence risquent d'être élevés.

II – Les enjeux et les risques envisageables pour les membres actuels.

Uf

A) Les enjeux

1) *La stabilité politique.*

Une stabilité politique nécessaire pour favoriser la confiance des investisseurs, l'afflux de capitaux étrangers et le développement social.

2) *Le soutien à la croissance économique.*

- débouchés pour les entreprises (voir cycle de vie des produits) d'autant que les pays de l'Est sortis du communisme connaissent une croissance plus forte que les membres actuels de l'UE et des besoins importants ;
- élargissement du marché qui favorise les économies d'échelle et effet d'expérience permettant un accroissement de la compétitivité des entreprises et la diminution des prix de vente favorable au consommateur ;
- favoriser la croissance interne et externe des entreprises facilitant ainsi les possibilités de financement de l'innovation (Schumpeter).

B) Les coûts

L'ancrage des pays de l'Est à l'UE pose le problème de la difficile cohésion économique et sociale.

1) *Risques sociaux.*

- les niveaux de salaire bien plus faibles à l'Est peuvent conduire à l'exploitation du travail des salariés les moins rémunérés au détriment des mieux rémunérés donnant lieu à un dumping social ;
- les délocalisations d'entreprises vers l'Est peuvent créer du chômage dans l'Europe de l'ouest ;
- la concurrence accrue même si elle est un facteur d'innovation et de croissance peut conduire à de nouvelles vagues de fusion-acquisitions.

Des politiques sociales et fiscales communes permettraient de préserver l'intérêt de tous.

2) *Les aides et subventions.*

L'ouverture aux Peco est susceptible de lancer une dynamique de croissance si on y crée les conditions favorables en matière d'infrastructures, de recherche, de capital humain. Parmi les politiques de l'Union, deux peuvent s'avérer coûteuses :

- la Politique Agricole Commune mise en place en 1962. Elle a favorisé les gains de productivité dans l'agriculture, une baisse des prix favorable aux consommateurs, un niveau de vie équitable pour les agriculteurs mais devra être révisée car les aides directes sont trop coûteuses. La France notamment s'oppose à toute réforme. Il est prévu pour le moment une limitation des aides directes aux agriculteurs afin de laisser le marché jouer son rôle auto-régulateur ;
- les disparités de niveaux de vie avec un PIB des Peco en moyenne 4 fois inférieur à celui des membres actuels nécessite l'octroi de fonds structurels. Ils permettent d'aider certaines régions et certains pays à rattraper leur retard de développement. La réorientation des aides vers les Peco entraîne le mécontentement des principaux bénéficiaires actuels dont l'Espagne.

Seule la période 2004-2006 a fait pour le moment l'objet de décisions budgétaires. Il est indéniable que les coûts liés à la redistribution augmenteront. Des réformes sont envisagées afin de rendre les politiques d'aides dynamisantes et d'en limiter le coût.

L'élargissement de l'Union européenne peut lui permettre d'augmenter sa puissance économique et politique tout en favorisant une élévation du niveau de vie de tous mais de nombreuses réformes devront être engagées notamment celle des institutions. Il paraît évident que le succès de l'élargissement dépend de la volonté de faire évoluer l'Union Européenne : son élargissement nécessite son approfondissement.

II – QUESTIONS

1) Le profit dans l'entreprise : justification théorique et répartition

Si Marx conteste le profit en économie de marché, celui-ci est le moteur du système capitaliste. Il reflète la bonne adaptation de l'entreprise à son environnement. Pour Schumpeter, il récompense l'innovation. Pour Knight, le profit rémunère le risque pris par l'entrepreneur. Il peut aussi être la conséquence de la baisse de la pression concurrentielle quand les conditions de concurrence pure et parfaite ne sont pas respectées.

Le profit rémunère le facteur capital à savoir :

- les prêteurs : les entreprises empruntent sur le marché des capitaux ou auprès d'organismes bancaires et versent des intérêts ;
- les propriétaires de l'entreprise ;
- l'entreprise : le bénéfice non distribué permet à l'entreprise de s'autofinancer.

2) La sous-traitance : formes, avantages et inconvénients

- la sous-traitance est un phénomène en expansion dans une activité économique qui requiert de plus en plus de flexibilité et de savoir-faire ;
- la sous-traitance est l'opération par laquelle un donneur d'ordres confie à son sous-traitant la réalisation de tout ou partie de sa production.

2.1. Les formes de sous-traitance

On distingue trois types de sous-traitance :

- la sous-traitance de capacité : a pour objet de permettre au donneur d'ordres de faire face à un surcroît de travail ;
- la sous-traitance de spécialité : le sous-traitant a des compétences que le donneur d'ordres ne possède pas ;
- la sous-traitance en cascade : les sous-traitants eux-mêmes font appel à d'autres sous-traitants.

2.2. Les avantages et les inconvénients de la sous-traitance

66

	Avantages de la sous-traitance	Inconvénients de la sous-traitance
Pour le sous-traitant	<ul style="list-style-type: none">- source de débouchés stables ;- argument commercial : gage de sérieux ;- soutien technique et logistique ;- simplification des problèmes commerciaux.	<ul style="list-style-type: none">- en période de crise, les exigences des donneurs d'ordres sont de plus en plus fortes en matière de prix ;- augmentation de la qualité ;- réduction des délais ;- les sous-traitants encaissent souvent par ricochet les coups portés par la conjoncture au donneur d'ordre (allongement des délais de paiement, suppression des commandes) ;- une trop grande spécialisation parfois peut être source de vulnérabilité ;- dépendance.
Pour le donneur d'ordres	<ul style="list-style-type: none">- plus grande flexibilité de la production ;- allègement de sa structure ;- report sur le sous-traitant des contraintes de délai et de gestion des stocks ;- bénéfice du savoir-faire du sous-traitant ;- réduction des coûts.	<ul style="list-style-type: none">- dépendance vis-à-vis du sous-traitant.

Conclusion :

- la relation de sous-traitance aujourd'hui semble tourner à l'avantage du donneur d'ordres ;
- de plus en plus de grandes entreprises ne fabriquent plus de produits ; elles se contentent de faire fabriquer les produits et de les assembler (assembleurs).